L'ABEILLE.

PARAISSANT UN JOURNAL, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT
"Il faut une UNION bien comprise."
SAMEDI 1er AOUT MATIN, 1er AOUT 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 1er août.

Lettsom, le croirez-vous? James H. Caldwell le gazmaire, l'illustre, le célèbre, s'est présenté pour placer son nom sur la liste (si toutefois il en est une) des souscripteurs à l'association des *Américains de naissance. Pron. junior, shame stuffed is thy black!* ils ont eu l'impudeur de refuser la signature de l'honorable James H. Caldwell sous le prétexte qu'il appartenait lui même à la classe des proscrits, des *naturalized foreigners!* Cependant l'affaire doit être soumise à de nouvelles considérations, vû que le pays natal de l'honorable solliciteur est "Dear old England." Cette chère Angleterre; oui, chère à plus d'un titre?

CONSEIL DE VILLE.

VENDREDI, 31 JUILLET.

Membres absens MM. McFarlane, Caldwell et Pichot.

La pétition de Me. Barnewall pour une remise d'amendes est référée au comité de réclamations.

Celle de Lebeck demandant à travailler comme forgeron est référée au comité des bâtisses.

Le comité spécial est déchargé de l'affaire Saillard.

M. Baldwin, du comité des finances, présente une ordonnance pour nommer un collecteur des taxes de pavage, indiquant ses devoirs, et fixant ses appointemens.

Une discussion s'élève sur l'article qui lui attribue une commission de 2 pour cent.

M. Labatut s'oppose fortement à l'ordonnance à cause du salaire qu'elle propose. Il pense qu'il est du devoir du trésorier de faire les recouvremens des taxes de la ville et cependant on lui a donné differens adjoints, on a souvent diminué ses obligations, mais ses appointemens sont toujours restés les mêmes. M. Pilié a presque établi le bordereau des dettes arriérées—Les travaux du collecteur ne seront donc pas aussi considérables qu'on veut bien le supposer.

M. Berry partage lt antérieurement cette opinion, mais les explications du trésorier l'ont convaincu de son erreur. Il est vrai qu'il est dû une forte somme de $30 000 mais qu'on se rappelle que ce n'est payable que par vingtièmes, et l'on verra que le montant collecté chaque année sera bien faible, en conséquence il vote pour l'ordonnance.

Le docteur Thomas observe que quoiqu'il n'y ait qu'un vingtième à payer, cependant le restant payant un interêt de 8 pour cent beaucoup de gens préferent payer le tout à la fois.

M. Allard présente differentes observations contradictoires.

M. Labatut croit que la commission de 2 pour cent est exagérée; il prouve que cette commission montera à une somme de 6000 piastres.

Le docteur Thomas retire son amendement et propose une commission de 1-2 pour cent. Rejeté.

L'appel nominal est demandé sur la question de 2 pour cent—Contre, MM. Labatut et Thomas—Pour, MM. Gaiennié, Schmidt, Allard, Baldwin et Berry, 5 oui 2 non, adopté.

Sur motion de M. Schmidt, résolu que cette ordonnance ne dispensera pas le voyer ni le trésorier des obligations qui leur sont imposées, et sur motion de M. Allard la compensation de 2 pour cent ne doit durer que 2 ans.

L'ordonnance, telle qu'elle est amendée, est adoptée.

M. Allard présente un rapport comme rapporteur du comité spécial pour conférer avec les héritiers de Mde B Delonde, qui, sur motion de M. Baldwin, devra être imprimé avec les documens qui en dépendent et l'acte de compromis, deux copies dans les deux langues.

Un rapport pour remise d'amende en faveur de William McConnell a été adopté.

M. Baldwin présente un rapport du comité des finances, pour remettre entre les mains des commissaires, les fonds de la caisse d'amortissement; adopté.

Continuation des rapports faits par M. Baldwin président du comité des finances.

ORDRE DU JOUR.

Le projet de loi concernant la construction d'une nouvelle levée en face du 7e. district, et autres objets, est mis pour être discuté article par article.

Le membre du 5e. district propose de supprimer le 1er. article et de la remplacer par un article qu'il propose, mis aux voix—adopté.

Lecture est faite du 2d. article. Le membre du 5e. district propose de le supprimer vu que le 1er. article tel qu'il est amendé pourvoit à tout.

Sur motion du membre du 6e. district le 3me. article est supprimé comme inutile.

Le membre du 5me. district présente un amendement au 4me. article qui est adopté.

Art. 5 Le membre du 5me. district propose un amendement—adopté.

Article 6. Le membre du 5me. district présente un amendement combattu par M. Schmidt. M. Gaiennie retire son amendement; il est repris par M. Baldwin et définitivement adopté.

Art. 7. Le membre du 6e. district présente un amendement. Pour le mieux comprendre le reconder le prie de vouloir bien la mettre par ecrit. Pendant le temps de la rédaction plusieurs débats s'élevent. Mr. Schmidt présente un sous amendement, mais après avoir reçu les informations nécessaires, il le retire.

L'article original est mis aux voix, le docteur Thomas présente un amendement: sanitaire, mais personne ne le seconde—M. Berry redige un amendement, et pendant ce temps des conversations s'établissent entre les membres, l'honorable membre retire son amendement pour en faire plus tard un article separé.

L'article 7 mis aux voix est adopté.

Sur l'article 8, Palderman du 5me. district propose un amendement qui, secondé par M. Berry, cause de longs débats. Le membre du 5me. district dit que le voyer de la ville qu'il a appelé au comité, partage son opinion; des groupes se forment entre les membres du Conseil, le recorder les invite à reprendre leur siege et à ecouter les orateurs. M. Schmidt propose d'amender l'article 8. M Berry s'oppose à la motion. La proposition d'annuller une partie de l'article 8 est adoptée.

M Allard fait la motion de renvoyer cette partie qui a trait au faubourg Ste. Marie, à la séance prochaine. M Berry fait quelques remarques et dit qu'il eut trait mieux rejeter l'ordonnance *in toto*—rejeté.

M. Allard demande l'ajournement: 3 oui, 3 non. Le recorder vote contre l'ajournement.

L'alderman du 6me. District rompt le quorum. L'appel nominal ayant été demandé, les membres présens furent MM. Cuibertson recorder, Schmidt, Baldwin, Labatut, Allard & Gaiennié.

Le Conseil s'ajourne à vendredi prochain à 11 heures A. M.

Le 16 juillet dernier un banquet fut donné à M. Livingston à New York. On y voyait les personnages les plus distingués de cette ville et plusieurs citoyens des autres états entre autres MM. Z. Casenge et Mouton de notre pays. Le maire présidait l'assemblée. Après avoir porté des toasts au peuple des Etats Unis, à la Constitution, à André Jackson, il fit un discours en forme d'introduction à son quatrième toast. Ce discours fut souvent interrompu par de nombreux applaudissemens, enfin il proposa,

A EDWARD LIVINGSTON, comme patriote et diplomate il appartient à l'Amérique, comme législateur et philosophe il appartient au monde entier. Sa déclaration du 25 avril exprime les sentimens de ses compatriotes et sera pour l'avenir le code des diplomates américains.

M. Livingston prit alors la parole, et dit:

J'avais arrangé quelques phrases pour cette occasion, mais l'émotion que me fait naturellement éprouver cette scène les a entièrement chassé de ma mémoire. Elles seraient impuissantes pour exprimer les sentimens qui m'agitent et que me maîtrisent.

Messieurs, je ne m'attendais pas à cela. Je suis revenu sans avoir désagréablement accompli ma mission. Je suis revenu avec la conviction satisfaisante sans doute mais bien humble d'avoir fait mon devoir: je ne pouvais anticiper d'autre plaisir à mon arrivée que celui d'un accueil cordial de mes amis personnels et le plaisir indicible qu'éprouve celui à qui la patrie est chère lorsqu'après une longue absence son pieds foulent le sol natal. Ceux de vous, messieurs, qui ont voyagé comprendront cette jouissance, mais nous vous vous joindrez à moi pour déplorer la pauvreté de notre langue qui n'a d'autre expression que celle de country pour exprimer les rapports qui existent entre les enfans et la patrie. Nous n'avons aucun dérivé du patria des Latins, et nous n'avons pas conservé le mot de *father-land* de nos ancêtres saxons. Rien n'est plus propre à exprimer les sentimens, rien ne ressemble plus à l'affection filiale, que les obligations que nous devons au lieu qui nous a vu naître, ce l'amour que nous portons au pays qui est devenu notre patrie adoptive. Mais si la langue ne nous fournit pas d'expressions, le cœur éprouve ces sentimens; et de pareils sentimens doivent nous apprendre à défendre notre patrie dans une occasion comme celle où nous pouvons en appeler au monde entier en témoignage de notre politique constamment exempte de modération. Et quand même, comme les pieux enfans du patriarche nous devrions cacher aux yeux du monde les fautes accidentelles de notre chère patrie loin de les publier et les exagérer comme des fils dénaturés. Cacher la pâleur de notre patrie, se glorifier de son honneur, gémir sur ses infortunes, s'apposer sa cause comme une cause personnelle, s'identifier avec sa prospérité comme avec ses infortunes, voilà le vrai patriotisme, voilà le véritable amour de la patrie tel que vous l'entendez tous, messieurs, et c'est le sentiment qui m'a toujours guidé dans les difficultés de ma mission: c'est enfin ce qui m'a donné l'intime conviction d'avoir fait mon devoir.

Je le répète, messieurs, je ne m'attendais pas à une réception aussi flatteuse; mais je serais coupable d'une duplicité abjecte si j'essayais de cacher la jouissance que j'éprouve. Je vous en remercie en mon nom et bien plus je vous en remercie au nom de notre commune patrie, car je n'ai pas la folle vanité de croire que mon mérite personnel puisse exciter un pareil enthousiasme, et mes jodissances personnelles se sont trouvées confondues avec mon orgueil national lorsqu'à mon débarquement les premiers mots qui ont frappé mes oreilles étaient "Aucune concession honteuse". Jamais dans ma longue carrière politique je n'ai entendu une opinion manifestée avec autant d'énergie et d'unanimité, et en même temps avec cette froide détermination d'homme à qui savent se respecter et se faire respecter. Tous les partis se sont réunis pour convenir que l'on ne devait faire au une concession honteuse (bravos unanimes.)

Je suis fâché de le dire, messieurs, nos adversaires en France semblaient rivaliser de haine contre nous, et faut-il le dire, parmi eux se trouvaient même des amis de LA-FAYETTE. (Voix nombreuses "c'est une honte").

Le grand Montesquieu a dit que l'honneur était le principe des gouvernemens monarchiques et partant de là ces messieurs veut s'accaparer de cette denrée, et ont mis en avant le mot de dignité nationale lorsqu'il n'était question que d'une misérable question d'argent. Messieurs je désire bien être compris. Je parle d'une opposition composée de parties les plus hétérogènes—ultra royalistes, ultra républicains et autres mécontens se sont unis pour faire la nouvelle France manquer à sa foi, et peut entraîner dans une guerre fratricide deux nations qui devraient être toujours unies. Remarquez, messieurs, que je ne parle ni de l'administration, ni du roi—au contraire je saisis cette occasion pour publier la noble loyauté de Louis Philippe, son désir sincère de conserver la paix et l'amitié, et que s'il eut été secondé par son ministère comme il l'a été par son roi, les différends qui existent entre les deux pays auraient été rétablis et nos institutions aussi anciennes que salutaire n'eut pas été vaincues.

"La loi promulguée contre le prince aveugle qui aspire à usurper la couronne a achevé de mettre le sceau de la réprobation à une cause contraire aux antiques lois et coutumes du royaume, et non moins opposée à la volonté générale de la nation, manifestée par les organes légaux et réalisée subséquemment par ses sacrifices et ses efforts. Elle est douloureuse et déplorable la profanation d'une lutte dont l'issue ne peut être douteuse; toutefois, elle dévaste des provinces, dirige d'un meilleur sort et empêche que la tranquillité et l'y rétablisse complètement. Je compte pour mettre un terme à une guerre entre frères, et rendre la tranquillité de tout le royaume, sur les nombreuses forces qui lui ont si généreusement accordé à son gouvernement, sur la valeur et la constance de l'armée, sur la bravoure et le patriotisme de la milice urbaine et sur la fermeté qui est le caractère distinctif de cette nation magnanime, lorsqu'elle a annoncé une résolution à la face du monde.

"Ce qui soutient encore un espoir aussi consolateur, c'est que chaque jour je reçois de nouveaux témoignages d'amitié et de loyal concours de la part des augustes alliés dont les promesses consignées dans ces traités solennels offrent une nouvelle garantie au triomphe de la cause légitime. Les autres puissances qui ont reconnu notre reine d'Espagne mon auguste fille, montre de même dispositions bien sincères, et même les gouvernements qui ont jugé convenable de suspendre cette reconnaissance n'ont montré ni intention ni désir d'intervenir dans une question particulière exclusivement à l'Espagne. Il est du moins permis d'espérer que la sagesse, l'esprit de prévoyance de tous les cabinets parviendront à les convaincre que la pacification complète de la Péninsule, à l'ombre tutélaire du trône de mon auguste fille, est l'unique moyen de fermer les portes à de périlleuses réactions et vicissitudes, et que c'est un élément nécessaire pour le repos général de l'Europe.

"Je serai contente de vous rappeler les travaux importans dans lesquels vous avez joué un si grand rôle et les tous bienfaisantes qui resteront à la nation comme un legs honorable de la présente législature. Quand ce ne serait que l'examen approfondi des budgets des dépenses et des revenus de l'état, il y aurait déjà un indice infaillible que lorsque l'on entre dans une carrière d'ordre et de publicité, des abus permanens ne peuvent subsister et que des réformes salutaires doivent être successivement opérées. Dans la branche des finances, on a adopté des mesures importantes, comme, par exemple, le règlement de la dette intérieure, mesure préliable et indispensable pour ouvrir les sources tardes du crédit et y trouver des ressources (comme effectivement on les a trouvées) pour subvenir, dans des circonstances si extraordinaires, aux dépenses de l'état, sans être obligé de grever les peuples de nouvelles charges et impôts; et si l'importance de la matière, la diversité des opinions et les retards indispensables ont empêché de terminer dans la présente législature, si vaste et si chorieuse, le règlement de la dette intérieure, cela même détermine le gouvernement à réunir un plus grand nombre de renseignemens et de faits et à applanir de son côté les obstacles et les difficultés, pour que les créanciers de l'état trouvent de plus grands avantages lorsque cette importante affaire sera une seconde fois présentée à la délibération des cortès. D'ailleurs, le gouvernement, mettant à profit l'intervalle entre les deux législatures, disposera de toutes les ressources qui seront en son pouvoir pour satisfaire des réclamations légitimes avec équité, en adoptant le mode qu'il jugera le plus favorable pour relever et affermir le crédit national.

"Mais cet objet si important, ainsi que les autres réformes et améliorations auxquelles le gouvernement consacrera son attention et ses efforts, échouerait malheureusement, si la tranquillité du peuple et le maintien de l'ordre n'étaient assurés à tout prix; et, tout en désirant effacer de ma mémoir le souvenir des événemens qui ont eu lieu sur certains points du royaume, j'ai cru qu'il était convenable que vous entendissiez de ma propre bouche la satisfaction avec laquelle j'ai reçu vos loyales adresses m'offrant votre coopération efficace pour arriver à un résultat qui intéresse aussi vivement le développement de la prospérité publique, le crédit et l'affermissement des institutions constitutionnelles. Elles sont le plus ferme ciment de mon auguste fille, le bouclier des droits de la nation et la garantie de sa gloire future. Inculquez ces principes dans l'esprit des peuples, illustres procérès, et messieurs les députés du royaume; veillez de vos foyers sur leur maintien et tout garde, et alors même que vous ne remplirez pas vos augustes fonctions de législateurs, votre zèle en faveur du trône et de la patrie ne sera pas oisif."

PARIS 11 juin.

Les journaux ont parlé à plusieurs reprises, dans ces derniers tems, des vains efforts tentés par la Russie pour conclure un emprunt. Le Courrier Belge d'hier annonce que Mr Laski, gendre du banquier Frankel, de Varsovie, est chargé de négocier un emprunt pour le cabinet de Pétersbourg, et de retour de Paris depuis quelques semaines après avoir complètement échoué, et que maintenant Nicolas, toujours par l'intermédiaire de la maison Frankel, s'adresse aux capitalistes d'Amsterdam, de Berlin et au Francfort

La bourse d'Amsterdam, qui a l'habitude d'éviter les opérations hasardeuses, ne paraît pas favorable aux demandes de l'autocrate.

Il y a à Berlin peu de banquiers riches. A Francfort, on ne croit pas que la Russie veuille faire la guerre à l'Ouest, mais on suppose qu'elle se servirait de l'argent prêté pour renforcer ses marins en Orient et pour consolider son traité avec la Porte, traité nuisible à d'autres puissances. On pense à Francfort qu'il pourrait en résulter des troubles une crise européenne, et cette idée détermine les banquiers à fermer hermétiquement leurs caisses.

Cette prudente conduite des capitalistes du Nord rappelle le propos attribué, il y a deux ans, à l'un des MM Rothschild. "La maison d'Autriche voudrait bien la guerre, mais la maison Rothschild ne le veut pas, et l'Europe n'aura pas la guerre."

En deux mots, voici le précis de nos nouvelles étrangères.

La Russie cherche à se procurer de l'argent partout, excepté en Europe, qui n'a rien de plus en plus libéral. Une explosion révolutionnaire par tout se prépare en Espagne. Le cabinet anglais attend les événemens pour en profiter, et le cabinet français les redoute, parce qu'ils peuvent le forcer à sortir de sa neutralité et de sa profonde apathie.

Nous avons reçu une lettre de la campagne dans laquelle on demande par la voie de notre journal, un homme capable de rédiger une gazette quotidienne. Les appointemens seront avantageux.

COMMERCIAL.

REVUE DU MARCHE.

NOUVELLE-ORLEANS, 31 juillet 1835.

ACTIONS—200 banque de Gas 108
200 do Assurances de l'Ocean. 52 56

COTON—Pas de vente.

PRODUITS.

TABAC—$7 à 9
RIZ—$4 1-2 à 5 par barrile
SUCRE—$7 1-2 le quintal
do Prime 8
do blanc 9 à 15
do brun, 7 1-2
MELASSES.—33 à 36 cts gallon
Supérieure 38c.
CAFE—Havane de vera 13 à 14 1-2c.—sans activité.
Rio 12 1-2 à 13c. rare.
PORC—Mess $17 à 18—en demande.
Prime $15
JAMBONS—8 à 10c la livre.—sans activité.
Mauvais de choix 7 à 7 50c.
Epaules 6 1-2 c.
LARD—8 à 8 3-4c—en demande.
Prime 9c.
SAIN-DOUX—9 1-2 à 9c la livre.
BOEUF—Mess $12 à 13
Prime $10 1-2
BEURRE—De l'Ouest 20 à 22c—en demande.
Gaspeck 27 à 28c
FARINE—$6 1-4 à 6 50—la dernière—en demande.
MAIS—70 à 75c. la boisseau.—activité sur la qualité.
FARINE DE MAIS—$3 50 à 3 75 le baril—sans activité.
TOILES D'EMBALLAGE—40c la yard
CORDES De 12 à 13c la livre.
WISKEY—Rectifié 24 la gallon.
Do vieux Monongahela 70 à 75c
CUIRS—Sans variation.
Harnais 27 à 30c.
Selles 22 à 24 à la côte.
Brides 50 à 4 50c.
PEAUX DE VEAUX &c.—De
PLOMB—En barre et laminé stationnaire.
PELLETERIES.—10 à 16—au rabais.
RACILE DE TANNEURS—16 par baril.
CIRE—20 à 22c par livre—sans activité.
BRAI—Pas de changement dans les prix.

LISTE MARITIME.

DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES

Barque Em, Miller, Havre, Martineau, Crugier & co
Brick Borodino, Hayward, Havre, Martineau, Crugier.
Brick Sancho Panza, Carrano, Campeachy, E J Forstall.
Schl Water Witch, Manson, Havane F Groning & co.
Sloop Huntsman, Hernandez, Pensacole, capitaine.
Schl Joven Francisco, Moreio, Tabasco, F Tio.

A LOUER OU A FRETER.

Le gracieuse fine voilière MARY, capit. Richmond, est prête à prendre du fret. Pour les conditions s'adresser à bord ou à
1 août WILLIAM BRYAN, 19, rue de la Commune.

POUR BRAZORIA—(Texas)

La belle goélette fine voilière ROBERT CENTER, capitaine Shepard, partira immédiatement. Pour fret ou passage, s'adresser à
WILLIAM BRYAN.
ne 19, rue de la Commune.
31 juil

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Etat de la Louisiane, à tous ceux qu'cela peut concerner, salut: Qu'il soit connu que, attendu que J B Dufourgel Vivien, demeurant en la ville de la Nouvelle Orléans, s'est adressé à moi W. F. C. Duplessis, régister de testamens, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans et en officio greffier de la cour des preuves, dans et pour la dite ville et paroisse, pour publier et annoncer conformément à un acte de la législature, tel que "Acte pour confirmer les titres des acquéreurs aux ventes Judiciaires" approuvé le 10 mars 1834.

Ces sont par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir [illegible] d'un ordre à moi adressé [illegible] ble Charles Maurian, juge, de la cour des preuves, dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, Etat de la Louisiane, dans la succession de Celeste Lemonnier, décédé veuve Pierre Voisin, le dit ordre en date du 10 décembre, mil huit cent trente trois, la propriété foncière ci après décrite, à être offerte en vente publique, à l'encan pour le compte de la succession de la dite Céleste Lemonnier, veuve veuve Pierre Voisin, le 15 janvier 1834, par Tabeau et Cavaroc, encanteurs dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, et adjugée au dit J B Dufourg et Vivien, comme étant le plus offrant et dernier enchérisseur, pour le prix de quatre mille cinq cents piastres, payables comptant, savoir: un dixième comptant, et la balance à [illegible] an de crédit, en billets endossés à satisfaction et hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

Description de la propriété d'après le transfer judiciaire.

Un lot de terre situé au faubourg Ste Marie, formant l'encoignure des rues St Joseph et des Magasins, ayant mesure française, 30 pieds de face à la rue St Joseph, sur 100 pieds de profondeur, et face à la rue des Magasins, ensemble une maison et une cuisine en bois qui existent sur le dit lot.

A ces causes, toutes personnes qui ont ou prétendent avoir quelques réclamations contre le dit lot de terre et les dits ses dépendances, en conséquence d'un défaut de forme dans l'ordre, le décret ou le jugement de la cour, en vertu duquel la vente a été faite, ou de toute autre irregularité ou illégalité dans l'estimation, la vente ou le transport et le mode de la vente ou pour toute autre cause quelconque, sont par les présentes citées d'avoir à déduire dans trente jours, à dater du jour de la publication dans les papiers publics les raisons pour lesquelles la vente ainsi faite ne serait pas approuvée et homologuée, comme la demande le dit acquéreur.

En foi de quoi, j'y ai apposé ma signature et le sceau de la dite cour des Preuves, ce 30me jour du mois de juillet, A D 1835.

1 août W. F. C. DUPLESSIS, rég. des tes.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour du Premier District Judiciaire—Henry Millard contre ses créanciers et les créanciers de H Millard & Co.—No 19519—La cession des propriétés du pétitionnaire, ayant été acceptée par la cour, pour le bénéfice de ses créanciers, il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers ait lieu au bureau de M Charles de Armas, notaire public, le mardi 8 septembre prochain, à 10 heures A M, pour délibérer sur les affaires du pétitionnaire, et en même temps, toutes poursuites judiciaires contre la personne et les propriétés du pétitionnaire sont et demeurent suspendues. M G K Rogers, avocat, est nommé pour représenter les créanciers absents.

Par ordre de l'honorable Charles Maurian, agissant comme juge de district, en l'absence de l'honorable C Watts, juge de la dite cour, ce 30 juillet 1835.

1 août—3 T LEWIS, dép greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de Pre[illegible] District Judiciaire—Edward Dallimore contre ses créanciers et les créanciers de H Millard & Co—No 19510—La cession des propriétés du pétitionnaire ayant été acceptée par la cour, pour le bénéfice de ses créanciers, il est ordonné qu'une assemblée des dits créanciers ait lieu au bureau de M Charles de Armas, notaire public, le mardi 8 septembre prochain, à 10 heures du matin, pour délibérer sur le contenu de la pétition et en même temps toutes poursuites judiciaires contre la personne et les propriétés du susdit pétitionnaire, demeurent suspendues.

Par ordre de l'honorable Charles Maurian, agissant comme juge de la cour, en l'absence de l'honorable C Watts, juge, de la dite cour, ce 30 juillet 1835.

1 août—3 T LEWIS, dép greffier.

A VENDRE—Une habitation appartenant ci devant à Dufourhar de Grey, située dans la paroisse Plaquemines, sur la rive droite du fleuve, à une distance d'environ 27 lieues— dont les 63 esclaves y attachés.

La dite habitation mesure 20 arpens de face au fleuve, 10 des quels sont une profondeur de 40 arpens, et les 10 autres une profondeur de 80 arpens.

Les bâtisses sont neuves et il y a pour la récolte prochaine, une plantation de 250 arpens de cannes.

Pour plus amples informations s'adresser à la Banque Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane.

Les offres devront être faites avant le Samedi 8 du courant.

1 août—6 A MILTENBERGER, [illegible]

PARTIES DE PLAISIR.

La superbe baleinière TRYAL, capitaine Archer Mc Donnel, est parée dès ce jour à recevoir à son bord les amateurs d'un coup de bouline. Cette embarcation neuve nageant 7 avirons, élouée, doublée et chevillée en cuivre, peut recevoir une société nombreuse, et possède toutes les qualités que l'on peut désirer d'un vieux loup de mer.

1 août

AVIS.

Est par le présent donné à ceux qui doivent à la succession de J B Baron, d'en venir à payer entre les mains du soussigné d'ici au trente août, et tous ceux à qui il est dû devront aussi se présenter.

F SAUTON.
1 août—6 curateur nommé par la cour.

DEMANDE D'UN PRESSIER.

On désirerait avoir sur un bon presseur pour le (Job Office) s'adresser en personne de cette feuille. 1 août

MAIRIE DE LA NOUVELLE ORLEANS.

CONSEIL DE VILLE.

Séance du 17 juillet 1835.

RESOLU que le maire est et demeure autorisé à reconnaître le garde de nuit qui doit être institué par les habitans du sixième district et qui sera maintenu au moyen de souscriptions particulières comme faisant partie de la police du sixième district; et que le maire pourra faire prêter serment aux membres de la dite garde de nuit qu'ils rempliront fidèlement et impartialement leurs devoirs conformément aux lois: Bien entendu que le nombre de la dite garde n'excédera pas vingt cinq hommes et qu'aucun membre ne pourra y être admis sans le consentement du maire.

Il est de plus résolu que la dite garde de nuit aura les mêmes pouvoirs que la garde de ville de la Nouvelle Orléans, qu'elle sera soumise aux ordres du maire, et sera tenue de faire chaque jour à la mairie un rapport de ses opérations pendant la nuit précédente; et que le maire aura pleih pouvoir de renvoyer de la dite garde de nuit, tout membre qu'il jugera, sur la preuve qu'il lui en sera fait, coupable d'inconduite, ou incapable de remplir son emploi.

(Signé) J CULBERTSON, recorder.
Approuvé le 18 juillet 1835.
(Signé) D PRIEUR, maire.
Pour copie conforme.
THEARD, Jr. secrétaire.

Succession d'Angela Berthrand, femme décédée de Jaudon Serra Cuci.

COUR DES PREUVES—Paroisse d'Orléans—Mardi 1er septembre prochain, j'exposerai en vente à la Bourse, encoignure des rues St Louis et Chartres, en vertu d'un ordre de la cour des preuves, dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans, la propriété foncière, et les esclaves ci-après décrits, appartenant à la succession de la dite Angela Berthrand, femme décédée de James Serra Cuci, savoir:

Propriété Foncière—Un lot de terre situé encoignure des rues Vieille Levée et St Jacques, faubourg Annonciation, mesurant 60 pieds de face à la première rue, par une profondeur de 120 pieds de face à la dernière rue, ensemble les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Esclaves—Harriet, négresse âgée d'environ 33 ans, et son enfant Marie, d'environ 4 ans.

Susan, négresse âgée d'environ 23 ans, et son enfant Gustave, âgé d'environ 18 ans.

Charles, négrillon, âgé d'environ 5 ans.

Conditions de la vente: 6, 12 et 18 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction, portant hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement.

W. F. C DUPLESSIS, rég. des tests.

Les actes de vente seront passés par devant W Christy, not. pub. aux frais des acquéreurs. 30 juil

Succession de feu Jean Maignan.

VENTE par le régulateur des testamens—Samedi 1er août prochain 1835, à 10 heures du matin, j'exposerai en vente rue de la Levée, entre les rues Marigny et Champs Elysées, en vertu d'un ordre de la cour des preuves dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans—le hangard situé sur un terrain au faubourg Marigny, entre les rues Marigny et Champs Elysées, connu sous le nom de Forge de Maignan, avec tous les outils et ustensiles qui appartenant à la dite forge; de plus les chaînes qui se trouvent sur le derrière du terrain.

Le tout sera vendu en bloc ou en lots convenables aux acheteurs.

Conditions de la vente: moitié comptant, et la balance à 6 mois de crédit, en billets endossés à satisfaction.

21 juil—10 W F C DUPLESSIS, régister.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Attendu que Robert Hall a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir les lettres d'émancipation à la succession de feu George Clarkson, décédé intestat: A ces causes le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à s'opposer dans les délais, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

30 juil W F C DUPLESSIS, rég. des tests.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves—Attendu que William Turner, a présenté une pétition à la cour, à l'effet d'obtenir les lettres d'émancipation à la succession de feu George Clarkson, décédé intestat: A ces causes le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à s'opposer dans les délais, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition. Par ordre de la Cour

30 juil W F C DUPLESSIS, rég. des tests.

Joseph Claude Bellechasse contre Pierre Marly.

COUR DE DISTRICT—En vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé, il sera vendu à la nouvelle Bourse, encoignure des rues Chartres et St. Louis, en cette ville le Lundi 24 août prochain, à une heure après midi.

Un certain lot de terre situé faubourg Marigny, désigné par le no 193, dans l'plan no 22, formant une encoignure, selon le plan du dit faubourg.

Ayant le [illegible] pieds de face à la rue de l'Union sur 120 pieds de profondeur et face à la rue Gérod, ensemble avec les améliorations qui s'y trouvent, saisi dans l'affaire ci-dessus. Conditions—comptant.

21 juil FRED. BUISSON, shérif.

ETAT DE LA LOUISIANE—Paroisse St Bernard—Cour des Preuves—Le mercredi 19me. jour du mois d'août 1835, à 10 heures A M, j'exposerai en vente à l'encan, à la Cour de Justice de cette ville et paroisse, pour le compte de la succession de feu Jean Etève, les esclaves ci-après nommés et décrits:

Christe alias Célestin, négresse âgée d'environ 25 ans; Judith alias Juliette, négresse d'environ 22 ans; Esther alias Elize, négresse âgée d'environ 24 ans et son enfant Michel âgé d'environ 5 ans; Hector, nègre, âgé d'environ 45 ans.

Conditions de la vente: un tiers comptant, et la balance à un an de crédit, en billets endossés et garantis par hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement, au fur et à mesure du jugé de la vente parousse. O. S. ROUSSEAU.

11 juil | 28 juge et ensuite.

Ja. Braken ouvrir le propriétaire du lot no 4, dans l'allée no 43.

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'honorable B C Elliott, juge de la cour de cité de Lafayette, j'exposerai en vente un lot de terre situé au faubourg Lafayette, paroisse Jefferson, et désigné sous le no 4, dans l'allée no 43, d'après le plan original du dit faubourg, le dit lot formant l'encoignure des rues St André et Prytanée, mesurant 200 pieds 3 lignes de face sur la rue St André, et 62 pieds 11 lignes sur la rue Prytanée et 30 pieds 3 lignes sur derrière, le dit lot touchant les nos 5 et 3. La vente aura lieu à Allen Bircan, encoignure des rues Ste Marie et Bellechasse, lundi 10, du mois d'août prochain, à 12 heures P M. G W BOYD.

10 juil—3,1p marshal.

Compagnie pour la fabrique d'huile de graines de coton de la Louisiane et d'Assurances.

Nlle-Orléans 21 juillet 1835.

LES actionnaires de cette compagnie sont prévenus par ces présentes qu'un second paiement de 10 piastres par action devient dû ce jour et que conformément aux dispositions de la section de la charte au cas où un actionnaire négligerait de payer à terme pour ses actions, ladite action sur laquelle paiement a été demandé sera confisquée ainsi que toutes sommes déjà payées, pour le bénéfice de la compagnie. R. CLAGUE, secrétaire. 21 j

Bureau de la Compagnie des Architectes du Sud. District de la Nouvelle Orléans.

AVIS est par le présent donné aux souscripteurs du fonds capital de cette compagnie qu'ils auront à payer le 9 août prochain, le huitième dixième dû montant de leur souscription. Par l'article 8me. des réglemens, tels souscripteurs qui manqueront de payer à l'époque mentionnée ci-dessus perdront au profit de la compagnie les actions sur lesquelles le dit paiement aura été requis et les paiemens déjà effectués. Par ordre de la directrice.

8 juil J PLESSIS secrétaire.

LES soussignés offrent à vendre les marchandises suivantes, savoir: 100 barils eau de vie américaine, 4e. preuve, 20 pipes genièvre de Hollande; 20 pipes huile à brûler de 1ère qualité; 200 kegs de poivre; 20 balles clous à coffe, 500 paquets de cénelle; 200 caisses amidon; 400 [illegible] savon; 200 de blanc de baleine; 50 de moutarde; 50 paniers champagne de 1ère qualité.

LEGENDRE & SAMORY,
29j no 54, rue Toulouse.

AVIS—A partir du premier août prochain, les ventes à l'enchan qui auront lieu dans l'établissement connu sous le nom de Bourse Hewlett, ne seront passibles d'aucunes charges envers le dit établissement 28 juil

AVIS—170 barils de savon marque d'Edmond Jack son, no 1, en débarquement du navire Flavina, de Boston, à vendre par NEY LATAPIE & Co.
29 juil no 53, Vieille Levée.

SAIN DOUX—1866 livres de sain doux ferme de Cincinnati, reçu par bateau à vapeur et à vendre par G DORSEY.
23 juil no 38, Nouvelle Levée.

ON désirerait trouver un bon commis actif pour les affaires qui se font au Bassin, il faut qu'il parle l'anglais et le français, et qu'il puisse donner de bonnes recommandations. S'adresser au bureau de cette feuille. 28 j—4

MAIRIE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

L'eau de la farine fraîche est aujourd'hui de $6 50 par baril, d'après le tarif les boulangers doivent donner, pendant la semaine prochaine, à partir de lundi, 41 onces de pain pour un sou. Les pains de 5 sous un shilling devront peser 25 onces de plus.

28 juil DENIS PRIEUR, maire.

VENTES A L'ENCAN.

PAR J B BLANCHE.

IL sera vendu sans réserve, Mercredi, 5 août, à 10 heures du matin, à son magasin d'encan.

40 paniers eau minérale venant directement d'Amsterdam. 1 août

Compagnie des Architectes du Sud. District de la Nouvelle Orléans.

PAR FERNANDEZ & WHITING.

IL sera vendu le Samedi 15 août prochain, à la Bourse de Hewlett.

1o. Un lot de terre situé rue St Philippe, mesurant 30 pieds 4 pouces de face, sur 88 pieds de profondeur, sur lequel est érigé une maison en briques de 4 appartements, avec galerie sur le derrière, à chaque extrémité de la quelle se trouve l'cabinet et 1 cave, plus 2 chambres très propres au grenier, le tout fait des meilleurs matériaux, de la plus grande solidité et parfaitement soigné, la cour est carrelée en briques de l'entre bord de lac, la cuisine pareillement en briques et couverte de 2 chambres au rez de chaussée, et 2 chambres à l'étage supérieure; plus parc en briques et latrines à 2 appartemens.

Un lot de terre formant l'encoignure des rues St Philippe et des Marais, mesurant 38 pieds 8 pouces de face sur St Philippe, sur 86 pieds face à la rue des Marais, avec des édifices conformes à la description précédente, avec quelques changemens dans la distribution nécessaire par la situation du terrain.

3o. Un lot de terre situé rue des Marais, mesurant 40 pieds moins 1 pouces de face à la rue des Marais, sur 64 pieds 5 pouces de profondeur, avec des édifices conformes à la description des précédens lots, on ne s'étend pas sur une description plus minutieuse, parceque l'on suppose que les personnes qui désireront se rendre acquéreurs viendront sur les lieux pour en pouvoir plus ample connaissance, les tranquerelles sont carrelées en briques de l'autre bord de lac, et bordées en curb stones. Un plan des dittes maisons sera déposé à la Bourse quelques jours avant la vente.

Les conditions de la vente